

Revue de presse du 12 janvier 2018

Doctrines

Législation Communautaire

Banque

- (060563) Agrégateurs et banques : comment vont-ils s'échanger les données des comptes ?, LÉBOUCHER Severine (Banque, 01/01/18, n°815-816, p.104-106)

Bourse et marchés financiers

- (060480) Supervision financière - ESMA - Brexit, TENENBAUM Aline (Banque et droit, 01/11/17, n°176, p.42-45)

Nouvelles technologies et commerce électronique

- (060568) Digitalisation et RGPD : les enjeux pour le secteur financier, GUERIN Vincent (Banque, 01/01/18, n°815-816, p.133-135)

Législation Internationale

Banque

- (060576) IFRS 15 : quels enjeux pour les banques ?, GUEGAN Laure, MOLINARI Céline, FORTESA Marie-Hélène (Banque, 01/01/18, n°815-816, p.152-155)

Législation Nationale

Assurances

- (060358) Réforme du droit des obligations et assurance (suite) (Revue générale du droit des assurances, 01/12/17, n°12, p.639-660)

Banque

- (060569) Le partage des données, enjeu clé de la lutte contre l'exclusion bancaire, DJOUADI Kader (Banque, 01/01/18, n°815-816, p.128-130)
- (060545) Le bitcoin à l'épreuve de la monnaie, MARAIN Gaétan (AJ contrat, 01/12/17, n°12, p.522)
- (060461) Chronique de droit bancaire, BONNEAU Thierry (Banque et droit, 01/11/17, n°176, p.26-30)

Bourse et marchés financiers

- (060596) La réforme du régime des émissions obligataires, BARRIERE François (Revue des sociétés, 01/01/18, n°1, p.14-18)
- (060564) Les conseillers en investissements financiers à l'épreuve de MIF 2 (Banque, 01/01/18, n°815-816, p.111-114)
- (060504) L'AMF analyse l'information sur la gouvernance et les rémunérations fournie par les sociétés cotées (B.R.D.A., 15/12/17, n°24, p.26-30)

Civil

- (060506) La "renonciation" à la condition stipulée dans l'intérêt exclusif d'une partie (observations comparatives sous l'article 1304-4 du Code civil), FORTI Valerio (Revue des contrats, 01/12/17, n°4, p.681-683)
- (060505) Présentation de l'avant-projet de réforme du droit des contrats spéciaux de l'Association Henri Capitant, CHAUVIRE Philippe (Revue des contrats, 01/12/17, n°4, p.622-626)

Garantie

- (060539) Renforcer l'efficacité des sûretés réelles traditionnelles : regard critique sur l'avant-projet de réforme des sûretés, VERMEILLE Sophie (J.C.P. E., 21/12/17, n°51-52, p.42-45)

Nouvelles technologies et commerce électronique

- (060560) La signature électronique dans le nouveau droit des obligations (article 1367 du Code civil), PIETTE-COUDOL Thierry (Revue Lamy Droit de l'immatériel, 01/12/17, n°143, p.36-40)

Procédure

- (060430) Chronique : recouvrement des créances - Surendettement, PIEDELIEVRE Stéphane (Revue de droit bancaire et financier, 01/11/17, n°6, p.47-53)

Procédures collectives

- (060452) Quoi de neuf sur les entreprises en difficulté ? , TEBOUL Georges (Petites Affiches, 12/12/17, n°247, p.9-12)
- (060329) Le traitement des groupes de sociétés en difficulté : adaptation du code de commerce au règlement UE 2015/848 du 20 mai 2015, VALLENS Jean-Luc (Dalloz, 07/12/17, n°42, p.2439-2444)

Sociétés et autres groupements

- (060577) Pactes d'actionnaires et réforme du droit des contrats, STUCKI Dominique (Droit des sociétés, 01/01/18, n°1)
- (060493) Le registre des bénéficiaires effectifs , MORTIER Renaud , BOL Sabrina (J.C.P. G., 18/12/17, n°51, p.2329-2337)
- (060476) Le comité d'audit (Revue Lamy Droit des affaires, 01/12/17, suppl. n°132, p.75-98)

Institutions bancaires et financières
--

Législation

- (060583) Décision de la Commission des sanctions de l'AMF du 29 décembre 2017 à l'égard de la société A Plus Finance (Commission des sanctions AMF, 03/01/18)

- (060582) Position - Recommandation AMF sur l'évaluation des connaissances et des compétences (Positions AMF, 03/01/18)
- (060519) Décision ACPR n° 2017-C-79 du sous-collège sectoriel de la Banque sur la mise en œuvre du règlement UE N°575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles (Décisions ACPR, 22/12/17)
- (060518) Position ACPR 2017-P-02 relative aux taux de défaillance que doivent publier les intermédiaires en financement participatif (Positions ACPR, 22/12/17)
- (060517) Recommandation ACPR 2017-R-02 sur la gestion extinctive des intermédiaires en financement participatif (Recommandations ACPR, 22/12/17)
- (060515) Décision de la Commission des sanctions de l'AMF du 21 décembre 2017 à l'égard des sociétés Cybergun, Ingeco SARL et de MM. Amaury de Botmiliau et Jérôme Marsac (Commission des sanctions AMF, 21/12/17)

Jurisprudence

Législation Communautaire

Banque

- **(060485) Mécanisme de surveillance unique - BCE - Surveillance prudentielle - Sanctions**

Transformée en autorité de supervision bancaire dotée de vastes attributions et notamment d'un important pouvoir disciplinaire depuis la mise en place du Mécanisme de surveillance unique (MSU) le 4 novembre 2014, la Banque centrale européenne vient de prononcer les premières sanctions visant des établissements soumis à son autorité. (13/07/17 ; 15/09/17 : Banque et droit 2017, n°176, p.47 - note de MOREL-MAROGER Juliette)

Sociétés et autres groupements

- **(060389) Vers l'itinérance inconditionnelle (ou nomadisme) des sociétés en Europe ?**

Les articles 49 et 54 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) doivent être interprétés en ce sens que la liberté d'établissement est applicable au transfert du siège statutaire d'une société constituée en vertu du droit d'un État membre vers le territoire d'un autre État membre, aux fins de sa transformation, en conformité avec les conditions imposées par la législation de cet autre État membre, en une société relevant du droit de ce dernier, sans déplacement du siège réel de ladite société.

Les articles 49 et 54 TFUE doivent être interprétés en ce sens qu'ils s'opposent à une réglementation d'un État membre qui subordonne le transfert du siège statutaire d'une société constituée en vertu du droit d'un État membre vers le territoire d'un autre État membre, aux fins de sa transformation en une société relevant du droit de ce dernier, en conformité avec les conditions imposées par la législation de celui-ci, à la liquidation de la première société. (CJUE - 25/10/17 : Dalloz 2017, n°43, p.2512 - note de D'AVOUT Louis)

Législation Nationale

Assurances

- **(060357) Preuve du consentement du délégué à la délégation d'assurance-vie**

Dans l'exercice souverain de son pouvoir d'appréciation, la cour d'appel a pu estimer que l'assureur avait donné son consentement à la délégation de créance, peu important la dénomination erronée donnée par celle-ci à son engagement, dès lors que l'acte de délégation visait les références du contrat d'assurance sur la vie, que l'assureur avait édité un avenant à ce contrat qui mentionnait le prêt et, enfin, que l'assureur avait exécuté la délégation en versant à la banque le solde du prêt exigible à la date du décès du souscripteur. (Cass.Civ. - 25/10/17 - 16-23620 : Revue générale du droit des assurances 2017, n°12, p.623 - note de PELISSIER Anne)

- **(060353) Application du principe de proportionnalité à la saisie pénale en valeur sur un contrat d'assurance-vie**

Une mesure de saisie pénale en valeur est conforme au principe de proportionnalité au regard du droit de propriété dès lors que cette saisie a porté, sans en excéder le montant, sur la valeur de l'objet ou du produit direct ou indirect supposé de l'infraction. (Cass.Crim - 25/10/17 - 16-87111 : Revue générale du droit des assurances 2017, n°12, p.632 - note de SCHULZ Romain)

Banque

- **(060495) Dol : qui est cocontractant de qui dans une opération à trois personnes ?**

Le fournisseur n'était pas, pour la conclusion du contrat de crédit-bail, un tiers et ses manœuvres dolosives viciant le consentement du crédit-preneur étaient opposables au crédit-bailleur, rendant ainsi, à son égard, excusable l'erreur en résultant commise par le crédit-preneur (Cass.Com - 21/09/17 - 16-15542 : Contrats - concurrence - consommation 2017, n°12 - note de LEVENEUR Laurent)

- **(060473) Ancien article 1131 du Code civil – Concours bancaires renouvelés pour quelques mois seulement – Absence de cause du cautionnement (non)**

Le renouvellement de concours bancaires à durée déterminée succédant à un concours à durée indéterminée, auquel il a été mis fin avec préavis, n'est pas, à lui seul, de nature à caractériser l'existence d'une promesse de reconduction du crédit au-delà du terme. La rupture ou le non-renouvellement de crédits consentis par un établissement de crédit à une entreprise, sont exclusivement régies par les dispositions du CMF. L'obligation résultant du cautionnement consenti en garantie du remboursement de concours financiers n'est pas sans cause au sens de l'article 1131 du code civil, dans sa rédaction antérieure à celle issue de l'ordonnance du 10/02/2016, du seul fait que ces concours n'auraient été renouvelés que pour une durée de quelques mois, tandis que le cautionnement aurait été souscrit pour une durée de cinq ans. (Cass.Com - 25/10/17 - 16-16839 : Banque et droit 2017, n°176, p.64 - note de NETTER Emmanuel)

- **(060428) Chronique : crédit aux particuliers (mobilier, immobilier)**

Crédit à la consommation : forclusion et administration de la preuve ; destination du prêt et déchéance – Crédit immobilier : Prescription biennale : exclusion des personnes morales ; prescription biennale et renégociation ; prescription biennale et droit transitoire (Cass.Civ. - 19/10/17 - 16-23752 ; Cass.Civ. - 18/10/17 - 16-14571 ; Cass.Civ. - 18/10/17 - 16-23558 ; Cass.Civ. - 04/10/17 - 16-17242 ; Cass.Civ. - 06/09/17 - 16-21280 : Revue de droit bancaire et financier 2017, n°6, p.35-37 - note de MATHEY Nicolas)

Bourse et marchés financiers

- **(060624) La prise de risque de l'investisseur lors d'une introduction en bourse**

Au regard du droit financier, cette décision présente le double mérite de renseigner sur l'étendue du devoir d'information du prestataire de services d'investissement dans le contexte spécifique d'une introduction en bourse, et surtout d'ériger les associations de consommateurs en sentinelles des intérêts collectifs des investisseurs, peu important l'habilitation spécifique reçue par des associations d'investisseurs. Au regard de la procédure civile, l'arrêt soulève l'intéressante question de la qualité à agir d'associations de consommateurs dans le cas où des associations plus spécialisées seraient également habilitées, ce qui, à l'heure de l'action de groupe telle qu'instituée à leur profit par la loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 puis au profit d'autres types d'associations par la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIe siècle, n'est évidemment pas sans résonances. (Cass.Com - 18/10/17 - 16-10271 : Dalloz 2018, n°1, p.47 - note de BARBIER Hugo)

- **(060475) Le faux renouveau de l'application du principe d'impartialité aux actes d'instruction au cours d'une procédure de sanction**

L'applicabilité des droits processuels fondamentaux aux procédures de sanction devant la Commission des sanctions de l'AMF recèle encore des mystères, en dépit du manque d'enthousiasme évident avec lequel la Cour de cassation, si elle consent à reconnaître de nouvelles virtualités d'application à certains principes, en délimite la portée. La preuve en est donnée par cet arrêt du 20 septembre 2017 qui, quoiqu'il reconnaisse une extension du principe d'impartialité en relation aux actes d'instruction, exclut cependant sa violation en l'espèce. (Cass.Com - 20/09/17 - 15-29098 ; 15-29144 : Banque et droit 2017, n°176, p.31 - note de CHACORNAC Jérôme)

Garantie

- **(060474) Cautionnement hypothécaire de la dette d'un associé consenti par une SCI – Action en nullité de la garantie – Nullité absolue**

La validité de la sûreté accordée par une société civile immobilière (SCI) en garantie des dettes d'un associé suscite un contentieux nourri. Dans ce contexte, un arrêt de la première chambre civile de la Cour de cassation du 18 octobre 2017 apporte une précision remarquable quant à la nature de la nullité de la sûreté qui est encourue en cas de méconnaissance des exigences légales et jurisprudentielles en la matière. (Cass.Civ. - 18/10/17 - 16-17184 : Banque et droit 2017, n°176, p.62 - note de RONTCHEVSKY Nicolas)

- **(060429) Chronique : garanties du crédit**

Cautionnement : notion de créancier professionnel ; cautionnement consenti par une SCI ; sous-traitance - Privilège de pluviôse - Hypothèque (Cass.Com - - 27/09/17 - 15-24895 ; Cass.Civ. - 18/10/17 - 16-17184 ; Cass.Civ. - 14/09/17 - 16-18146 ; Cass.Com - 20/09/17 - 15-28812 ; Cass.Civ. - 28/09/17 - 16-20437 : Revue de droit bancaire et financier 2017, n°6, p.37-39 - note de LEGEAIS Dominique)

Textes

Législation Communautaire

Banque

- (060631) Recommandation de la Banque centrale européenne du 28 décembre 2017 relative aux politiques de distribution de dividendes (BCE/2017/44) (J.O.U.E. série C n°8 du 11/01/18, p.1)

- (060630) Décision d'exécution (PESC) 2018/36 du Conseil du 10 janvier 2018 mettant en œuvre la décision 2012/285/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes, entités et organismes menaçant la paix, la sécurité ou la stabilité de la République de Guinée-Bissau (J.O.U.E. série L n°6 du 11/01/18, p.48)
- (060629) Règlement d'exécution (UE) 2018/34 de la Commission du 28 septembre 2017 définissant des normes techniques d'exécution en ce qui concerne les règles de présentation normalisées pour le document d'information tarifaire et son symbole commun, conformément à la directive 2014/92/UE du Parlement européen et du Conseil (J.O.U.E. série L n°6 du 11/01/18, p.37)
- (060628) Règlement d'exécution (UE) 2018/33 de la Commission du 28 septembre 2017 définissant des normes techniques d'exécution en ce qui concerne les règles de présentation normalisées pour le relevé de frais et son symbole commun, conformément à la directive 2014/92/UE du Parlement européen et du Conseil (J.O.U.E. série L n°6 du 11/01/18. n.26)
- (060627) Règlement délégué (UE) 2018/32 de la Commission du 28 septembre 2017 complétant la directive 2014/92/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les normes techniques de réglementation pour la terminologie normalisée arrêtée au niveau de l'Union pour les services les plus représentatifs rattachés à un compte de paiement (J.O.U.E. série L n°6 du 11/01/18, p.3)
- (060626) Règlement d'exécution (UE) 2018/31 du Conseil du 10 janvier 2018 mettant en œuvre l'article 11, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 377/2012 concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes, entités et organismes menaçant la paix, la sécurité ou la stabilité de la République de Guinée-Bissau (J.O.U.E. série L n°6 du 11/01/18, p.1)
- (060616) Décision d'exécution (PESC) 2018/16 du Conseil du 8 janvier 2018 mettant en œuvre la décision (PESC) 2016/849 concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée (J.O.U.E. série L n°4 du 09/01/18, p.16)
- (060615) Règlement d'exécution (UE) 2018/12 du Conseil du 8 janvier 2018 mettant en œuvre le règlement (UE) 2017/1509 concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée (J.O.U.E. série L n°4 du 09/01/18, p.1)
- (060534) Règlement (UE) 2017/2401 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement (J.O.U.E. série L n°347 du 28/12/17, p.1)

- (060530) Directive (UE) 2017/2399 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne le rang des instruments de dette non garantie dans la hiérarchie en cas d'insolvabilité (J.O.U.E. série L n°345 du 27/12/17. p.96)
- (060529) Règlement (UE) 2017/2395 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 en ce qui concerne les dispositions transitoires prévues pour atténuer les incidences de l'introduction de la norme IFRS 9 sur les fonds propres et pour le traitement des grands risques de certaines expositions du secteur public libellées dans la monnaie nationale de tout État membre (J.O.U.E. série L n°345 du 27/12/17, p.27)
- (060522) Décision d'exécution (UE) 2017/2437 du Conseil du 18 décembre 2017 renouvelant le mandat du président du Conseil de résolution unique (J.O.U.E. série L n°344 du 23/12/17, p.38)
- (060512) Décision (PESC) 2017/2426 du Conseil du 21 décembre 2017 modifiant la décision 2014/512/PESC concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine (J.O.U.E. série L n°343 du 22/12/17, p.77)
- (060510) Décision (PESC) 2017/2427 du 21 décembre 2017 modifiant la décision 2010/231/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de la Somalie (J.O.U.E. série L n°343 du 22/12/17, p.78)
- (060509) Règlement (UE) 2017/2415 du Conseil du 21 décembre 2017 modifiant le règlement (UE) n° 356/2010 instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes physiques ou morales, entités ou organismes, en raison de la situation en Somalie (J.O.U.E. série L n°343 du 22/12/17, p.33)

Bourse et marchés financiers

- (060535) Règlement (UE) 2017/2402 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 créant un cadre général pour la titrisation ainsi qu'un cadre spécifique pour les titrisations simples, transparentes et standardisées, et modifiant les directives 2009/65/CE, 2009/138/CE et 2011/61/UE et les règlements (CE) n° 1060/2009 et (UE) n° 648/2012 (J.O.U.E. série L n°347 du 28/12/17, p.35)

- (060533) Règlement d'exécution (UE) 2017/2446 de la Commission du 19 décembre 2017 modifiant le règlement d'exécution (UE) 2016/1368 établissant une liste des indices de référence d'importance critique utilisés sur les marchés financiers, conformément au règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil (J.O.U.E. série L n°346 du 28/12/17, p.1)
- (060523) Décision d'exécution (UE) 2017/2441 de la Commission du 21 décembre 2017 relative à l'équivalence du cadre juridique et du dispositif de surveillance applicables aux bourses en Suisse conformément à la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil (J.O.U.E. série L n°344 du 23/12/17, p.52)
- (060513) Règlement délégué (UE) 2017/2417 de la Commission du 17 novembre 2017 complétant le règlement (UE) n° 600/2014 du Parlement européen et du Conseil concernant les marchés d'instruments financiers par des normes techniques de réglementation sur l'obligation de négociation applicable à certains instruments dérivés (J.O.U.E. série L n°343 du 22/12/17, p.48)

Législation Internationale

Banque

- (060531) Décret n° 2017-1760 du 26 décembre 2017 portant publication de l'échange de notes verbales portant dénonciation, en ce qui concerne les Pays-Bas caraïbes, de l'accord des 29 juin et 27 août 2004 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas pour ce qui est des Antilles néerlandaises relatif à l'échange automatique d'informations concernant les revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts, signées à Paris les 2 juin et 7 septembre 2017 (J.O. n°302 du 28/12/17)

Législation Nationale

Banque

- (060561) Arrêté du 30 décembre 2017 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2010 relatif aux conditions d'application de dispositions concernant les prêts ne portant pas intérêt consentis pour financer la primo-accession à la propriété (J.O. n°305 du 31/12/17)

- (060557) Arrêté du 30 décembre 2017 relatif au classement des communes par zone pour l'octroi des prêts ne portant pas intérêt consenti pour financer la primo-accession à la propriété prévus à l'article L. 31-10-2 du code de la construction et de l'habitation (J.O. n°305 du 31/12/17)
- (060555) Décret n° 2017-1861 du 30 décembre 2017 relatif aux prêts ne portant pas intérêt consentis pour financer la primo-accession à la propriété (J.O. n°305 du 31/12/17)
- (060548) Décision n° D-HCSF-2017-4 du 29 décembre 2017 du Haut Conseil de stabilité financière relative au taux du coussin de fonds propres contra-cyclique (J.O. n°304 du 30/12/17)
- (060546) Arrêté du 28 décembre 2017 relatif à la fixation du taux de l'intérêt légal (J.O. n°304 du 30/12/17)
- (060536) Arrêté du 19 décembre 2017 portant application des articles L. 562-2 et suivants du code monétaire et financier (J.O. n°303 du 29/12/17)
- (060532) Arrêté du 22 décembre 2017 fixant la rémunération du compte d'opérations de l'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) en application de l'article R. 712-4-1 du code monétaire et financier (J.O. n°302 du 28/12/17)
- (060528) Avis du 27 décembre 2017 relatif à l'application des articles L. 314-6 du code de la consommation et L. 313-5-1 du code monétaire et financier concernant l'usure (J.O. n°301 du 27/12/17)
- (060527) Arrêté du 21 décembre 2017 portant application des articles L.562-3 et suivants, et L.714-1 et suivants du code monétaire et financier (J.O. n°301 du 27/12/17)
- (060526) Arrêté du 21 décembre 2017 portant application des articles L.562-3 et suivants, et L.714-1 et suivants du code monétaire et financier (J.O. n°301 du 27/12/17)
- (060508) Arrêté du 19 décembre 2017 portant application des articles L. 562-2 et suivants du code monétaire et financier (J.O. n°298 du 22/12/17)

Bourse et marchés financiers

- (060559) Décret n° 2017-1875 du 30 décembre 2017 relatif aux contributions dues à l'Autorité des marchés financiers (J.O. n°305 du 31/12/17)
- (060558) Décret n° 2017-1874 du 30 décembre 2017 relatif à l'émission des valeurs du Trésor (J.O. n°305 du 31/12/17)
- (060520) Arrêté du 20 décembre 2017 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers [texte de 183 pages à consulter directement sur le site Légifrance] (J.O. n°299 du 23/12/17)

Garantie

- (060521) Décret n° 2017-1732 du 21 décembre 2017 pris en application de l'article L. 1251-50 du code du travail et relatif au montant minimum de la garantie financière des entreprises de travail temporaire (J.O. n°299 du 23/12/17)

Procédure

- (060613) Décret n° 2017-1854 du 29 décembre 2017 révisant le barème des saisies et cessions des rémunérations (J.O. n°305 du 31/12/17)

Public

- (060611) Décret n°2018-7 du 4 janvier 2018 portant publication de l'avenant modifiant la convention du 14 janvier 1971 entre la France et le Portugal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu, signé à Lisbonne le 25 août 2016 (J.O. n°4 du 06/01/18)
- (060562) Arrêté du 26 décembre 2017 portant homologation des règlements n° 2017-01 du 5 mai 2017, n° 2017-02 du 5 juillet 2017, n° 2017-03 du 3 novembre 2017, n° 2017-04 du 1er décembre 2017, n° 2017-05 du 1er décembre 2017, n° 2017-06 du 1er décembre 2017, n° 2017-07 du 1er décembre 2017 de l'Autorité des normes comptables (J.O. n°304 du 30/12/17)
- (060552) Loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 (J.O. n°305 du 31/12/17)
- (060549) Loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018 (J.O. n°304 du 31/12/17)

- (060544) Décret n° 2017-1795 du 28 décembre 2017 pris pour l'application des articles 25 et 26 de la loi n° 2017-1339 du 15 septembre 2017 pour la confiance dans la vie politique (J.O. n°304 du 30/12/17)
- (060542) Loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017 (rectificatif) (J.O. n°304 du 30/12/17)
- (060537) Loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017 (J.O. n°303 du 29/12/17)
- (060524) Avis relatif aux recommandations de l'Agence française anticorruption destinées à aider les personnes morales de droit public et de droit privé à prévenir et à détecter les faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics et de favoritisme (J.O. n°298 du 22/12/17)

Social

- (060516) Décret n° 2017-1719 du 20 décembre 2017 portant relèvement du salaire minimum de croissance (J.O. n°297 du 21/12/17)